

Et la démocratie, bordel !

Le premier ministre vient une nouvelle fois de démontrer la réalité de ses convictions démocratiques. Après l'article 49-3 utilisé pour faire valider des lois illégitimes comme la loi Macron, **Manuel Valls récidive et a décidé de passer outre l'opposition de la majorité en voix des organisations syndicales de la fonction publique pour imposer un accord minoritaire.** Alors que le protocole PPCR (*parcours professionnels, carrières et rémunérations*) ne devait pas, en application des accords de Bercy s'appliquer, Valls, sans doute vexé, a fait le choix de vider toute idée de dialogue social dans ce pays.

Passage en force pour imposer la régression : c'est indigne et odieux !

Sachant que celui-ci fait revenir le pire de la loi mobilité par la fenêtre et qu'avec la transversalité des statuts, les mobilités forcées vont pleuvoir, que la revalorisation salariale était essentiellement concentrée sur les A pendant que les C n'avaient que de vagues promesses après 2017, que les CAP sont attaquées et donc les droits des fonctionnaires précarisés, que l'avancement suite à évaluation sera encore plus injuste et inégalitaire, ce sont donc des régressions majeures qui nous sont donc imposées.

Tous en grève et en manifestation le 8 octobre !

Alors que le plan stratégique pour la douane en 2018 est toujours bien présent sans inflexion majeure, que la DG a décidé de passer par ses directions interrégionales pour mettre en place l'essentiel du projet, que celui-ci tourne le dos au service public

douanier et en premier lieu à ceux à qui il est censé profiter - dont une partie non négligeable des opérateurs les plus importants vent debout contre ce PSD alors qu'ils sont pourtant censés être les premiers « clients » des services grands comptes et de la centralisation du dédouanement, qu'il vise en réalité à supprimer des milliers d'emplois pour réaliser l'objectif des 51 milliards d'euros d'économies pour financer le pacte de responsabilité et ses cadeaux aux grandes firmes, que le PSD est percuté par la réforme territoriale qui laisse le champ libre à nombre de coups tordus comme le transfert totalement inadmissible de la DI de Rouen au Havre, il n'y a d'aucune manière à tergiverser.

Seule la mobilisation massive des personnels pourra empêcher le pire d'advenir.

Le pire, c'est à dire la fin de la douane comme service public de protection laissant la place à un simple appendice du commerce international.

Le pire, au vu des déclarations incendiaires et télécommandées du ministre Macron contre les fonctionnaires et du coup de force de Manuel Valls, à savoir la fin du statut de la fonction publique et la généralisation des mobilités forcées, provoquant nombre de drames chez les agents et la forte dégradation des conditions de vie des populations.

Ré-enclenchons la mobilisation pour que celle-ci soit à la hauteur des enjeux et permette d'obtenir enfin à toutes et tous de vivre correctement dans un monde gouverné par le seul intérêt général de la population !